

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix

Minimum 250 frs

DIRECTION REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1985

15 févr. — Ordonnance n° 1 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale. 1

15 févr. — Ordonnance n° 2 relative à une procédure exceptionnelle d'inscription sur les listes électorales. 3

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Liste des banques agréées au Togo au 31 décembre 1984. 3

Liste des établissements financiers agréés au Togo au 31 décembre 1984. ... 3

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 85-01 du 15 février 1985 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;
Vu les articles 31 et 35 de la constitution ;
Vu l'ordonnance n° 79-49 du 13 décembre 1979 définissant les modalités de l'élection des députés à l'assemblée nationale ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — Les députés à l'assemblée nationale sont élus au scrutin uninominal à un tour dans chaque circonscription électorale définie par décret publié au plus tard 30 jours avant la date fixée pour les élections.

Art. 2. — Un député suppléant est élu dans chaque préfecture et dans la commune de Lomé.

Est élu député suppléant le candidat qui y a obtenu le plus fort pourcentage de voix en dehors des candidats élus.

Art. 3. — Le nombre de députés à l'assemblée nationale est fixé à 77, le nombre de députés suppléants à 22.

La durée du mandat des députés est de 5 ans.

Le député suppléant remplace le député en cas de décès ou de nomination à l'une des fonctions suivantes :

Ministres
Président de la cour suprême
Directeurs de cabinet
Secrétaires généraux des ministères
Préfets.

Art. 4. — Sont éligibles à l'assemblée nationale les citoyens des deux sexes, âgés de 25 ans accomplis, non pourvus d'un conseil judiciaire et non frappés d'une incapacité électorale, inscrits avant le jour de l'élection, résidant effectivement depuis six (6) mois au moins sur le territoire de la République togolaise et sachant lire et écrire français ou l'une des deux langues nationales.

La condition de résidence n'est pas exigée des citoyens dont l'absence au Togo aura été causée par la poursuite d'études, de stage ou de cours de perfectionnement, par l'exécution d'une mission ou d'affectation à un emploi public togolais ou assimilé.

Art. 5 — Tout citoyen remplissant les conditions fixées par l'article 4 peut faire acte de candidature aux élections législatives.

Art. 6 — Le candidat dépose au ministère de l'Intérieur dans les délais fixés par le décret convoquant le corps électoral, une déclaration de candidature à laquelle sont annexés une copie légalisée du certificat de nationalité, un extrait de casier judiciaire de moins de 3 mois.

Cette déclaration enregistrée sur un registre spécial doit mentionner obligatoirement :

1 — la circonscription électorale dans laquelle le candidat se présente.

2 — les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession, domicile du candidat.

Art. 7 — Avant le dépôt de sa déclaration, le candidat doit verser un cautionnement dont le montant est fixé par décret.

La quittance ou le reçu délivré par un agent du trésor est joint à la déclaration de candidature.

Art. 8. — Le cautionnement est restitué intégralement aux candidats élus et à ceux ayant obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés dans la circonscription électorale.

Art. 9. — Le ministre de l'intérieur publie au plus tard 21 jours avant le jour du scrutin, par préfecture et par circonscription électorale, les noms et prénoms des candidats ayant rempli les conditions fixées aux articles 4, 5, 6 et 7 de la présente ordonnance.

Art. 10. — Nul ne peut être candidat dans plus d'une circonscription électorale.

Art. 11. — Avant l'ouverture de la campagne électorale, les candidats doivent indiquer au ministère de l'Intérieur la couleur de leurs bulletins.

Ces bulletins de vote de format 11 cm sur 8 cm porteront les indications suivantes :

Préfecture de
Circonscription électorale de
Nom et prénoms du candidat

Des spécimens de ces bulletins sont déposés au cabinet du ministre de l'intérieur où ils sont affichés sur un tableau spécial.

Art. 12. — Les modalités de remboursement des frais d'impression des bulletins de vote sont fixés par décret.

Art. 13. — Avant l'ouverture de la campagne électorale, tout candidat peut se retirer.

Ce retrait doit être immédiatement porté à la connaissance du ministre de l'intérieur.

Dans ce cas le cautionnement n'est pas restitué.

Art. 14 — Aucun retrait de candidature, aucun désistement n'est admis dès l'ouverture de la campagne électorale.

Art. 15. — Le décès d'un candidat pendant la campagne électorale, n'exerce aucune influence sur le déroulement du scrutin, lorsqu'il ne met pas en cause la pluralité des candidats dans la circonscription électorale concernée. Dans le cas contraire les élections sont reportées à un mois dans cette circonscription électorale.

Art. 16. — Les affiches, les déclarations de foi des candidats, les appels aux électeurs, les slogans mettront l'accent sur l'unité et la solidarité nationales.

Un exemplaire de chacun des documents destinés à l'affichage public pendant la campagne électorale, doit être déposé au ministère de l'intérieur 48 heures avant leur diffusion par les candidats, ou leurs représentants.

Art. 17 — La présente ordonnance abroge toutes dispositions contraires notamment les articles 1^{er}, 2, 6 et 7 de l'ordonnance n° 79-49 du 13 décembre 1979.

Art. 18. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi organique de la République togolaise et publiée au *Journal officiel*.

Lomé, le 15 février 1985

Général G. EYADEMA

ORDONNANCE N° 85-2 du 15 février 1985 relative à une procédure exceptionnelle d'inscription sur les listes électorales.**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur rapport du ministre de l'intérieur ;
Vu les articles 31 et 35 de la constitution ;
Vu l'ordonnance n° 79/49 du 13 décembre 1979 définissant les modalités de l'élection des députés à l'assemblée nationale ;
Vu l'ordonnance n° 85-01 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale ;
Vu l'arrêté n° 51/INT du 4 juin 1984 relatif à la révision exceptionnelle des listes électorales ;

Le conseil des ministres entendu.

ORDONNE :

Article premier. — A l'occasion des élections législatives du 24 mars 1985 et jusqu'à la date incluse de ce scrutin, est autorisée à titre exceptionnel, l'inscription sur les listes électorales de tous les nationaux âgés d'au moins 18 ans au 1^{er} janvier 1985 qui, pour quelque cause que ce soit, en auraient été omis, sous réserve qu'ils remplissent les conditions exigées par la loi pour être électeurs.

Art. 2. — Ces inscriptions seront ordonnées par décision prise par un magistrat habilité à cet effet pour chaque préfecture par le garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 3. — La transcription sur les listes électorales, normalement close le 15 février 1985 sera faite sur la liste du bureau de vote concerné :

- a) par le préfet jusqu'au 22 mars 1985
- b) par le président du bureau de vote où l'électeur doit exercer ses droits, le jour même du scrutin.

Les ordonnances seront transmises par le magistrat concerné au préfet jusqu'au 22 mars 1985 et remises aux électeurs intéressés les 23 et 24 mars 1985.

Art. 4. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République et publiée selon la procédure d'urgence.

Lomé, le 15 février 1985

Général G. EYADEMA

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES****Liste des Banques agréées au Togo
(31 décembre 1984)**

DENOMINATION	SIGLE	NUMERO D'INSCRIPTION
Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale-Togo	BIAO-TOGO	B 1
Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	BTCI	B 2
Union Togolaise de Banque	UTB	B 3
Banque Commerciale du Ghana	BCG	B 4
Banque Arabe Libyenne Togolaise du Commerce Extérieur	BALTEX	B 5
Caisse Nationale de Crédit Agricole	CNCA	B 6
Banque Togolaise de Développement	BTD	B 7
Société Nationale d'Investissement & Fonds Annexes	SNI	B 8
Bank of Credit and Commerce International (OVERSEAS) LTD	BCCI	B 9

**Liste des établissements financiers agréés au Togo
(31 décembre 1984)**

DENOMINATION	SIGLE	NUMERO D'INSCRIPTION
Société Togolaise de Crédit Automobile	STOCA	EF 1
Taw International Leasing Togo	TAW	EF 2
Caisse d'Epargne du Togo	CET	EF 3

